

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DU BUDGET**

**DIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE**

**Sous-direction C
BUREAU C2
Amendes**

Classement
A6

**INSTRUCTION N° 89-82-A6
du 6 septembre 1989**

NOR : BUD R 89 00092 J

(Texte publié au *Bulletin officiel de la Comptabilité publique*)

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° du

**RECOUVREMENT DES AMENDES ET CONDAMNATIONS PÉCUNIAIRES
TRANSPORTS EN SURSÉANCES**

ANALYSE

Simplification de service : suivi des créances admises en surséances

DOCUMENT À ANNOTER

Instruction A6 sur le service des amendes et condamnations pécuniaires

Aux termes des dispositions de l'instruction A6 (cf. § 913-6) sur le service des amendes et condamnations pécuniaires, les comptables chargés du recouvrement doivent faire figurer sur le relevé des articles devant être prescrits, P 455 établi semestriellement le 31 janvier et le 31 juillet, les amendes et condamnations pécuniaires admises en surséances qui sont sur le point d'être prescrites.

En effet, l'admission en surséances, qui a pour but de dégager la responsabilité du comptable en apurant ses écritures, ne libère pas le redevable. Celui-ci devra être de nouveau poursuivi s'il revient ultérieurement à meilleure fortune avant que sa dette ne soit prescrite.

L'inscription sur le relevé P 455 permet au comptable centralisateur de s'assurer que le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires transportées aux surséances n'est pas abandonné, dès lors que la somme restant due s'élève à plus de 500 F précise l'instruction précitée.

DIFFUSION

GT

56

9 678677 P 01

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGF	TPG	DOM	RF	TP-RP	P	PGA
-----	-----	-----	----	-------	---	-----

INSTRUCTION N° 89-82-A6
du 6 septembre 1989

— 2 —

Ce montant jugé significatif, il y a plus de trente ans, ne l'est plus de nos jours. Aussi, conviendra-t-il dorénavant de ne porter sur le relevé P 455 que les sommes dues d'un montant supérieur à 5 000 F, pour un même extrait de jugement ou d'arrêt.

Les condamnations pécuniaires prononcées pour contravention de police, qui se prescrivent par deux ans, n'auront pas à figurer sur le relevé P 455.

Ces nouvelles dispositions s'appliqueront lors de l'établissement du prochain relevé P 455.

Le directeur de la Comptabilité publique,
Pour le directeur de la Comptabilité publique :
Le sous-directeur, chargé de la sous-direction « C »,
J.-L. NINU.